



Cet article est publié sous la licence Creative Commons (CC BY 4.0). La citation comme l'utilisation de tout ou partie du contenu de cet article doit obligatoirement mentionner les auteurs, l'année de publication, le titre, le nom de la revue, le volume, le numéro de l'article et le DOI.

Les Doctoriales en sciences sociales de l'eau 2024 : de la construction des savoirs d'action

Kevin CAILLAUD¹, François DESTANDAU², Sébastien LAVAUD³, Jeoffrey DEHEZ¹

¹ INRAE, UR ETTIS, 50 avenue de Verdun, 33612 Cestas Cedex, France.

² Université de Strasbourg, ENGEES, CNRS, INRAE, SAGE UMR 7363, 67000 Strasbourg, France.

³ Université de Bordeaux, UMR BSE, avenue Léon Duguit, 33608 Pessac Cedex, France

Correspondance : François DESTANDAU, francois.destandau@engees.unistra.fr

Dix ans après leur création, les Doctoriales francophones en sciences sociales de l'eau (DSSE) s'affirment comme un espace unique d'échange et de réflexion pour les jeunes chercheurs travaillant sur la question « eaux et sociétés ». La septième édition, organisée à Bordeaux en décembre 2024, a confirmé la diversité des approches et des enjeux liés à l'eau. Ce numéro spécial, issu de dix communications sélectionnées, illustre la production de « savoirs d'action » : des connaissances à la fois scientifiques et opérationnelles, mobilisées pour éclairer l'action publique et citoyenne.

Les Doctoriales francophones en sciences sociales de l'eau (DSSE) sont nées à l'École nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg (ENGEES) en 2014, dans le but de réunir une communauté disséminée, et notamment des doctorants travaillant sur l'objet « eau » de façon isolée. Dix ans et sept Doctoriales plus tard, plus de deux cents doctorants ont pu présenter leurs travaux de thèse devant leurs pairs et des membres du comité scientifique (une cinquantaine de chercheurs « seniors »). Ces Doctoriales sont organisées tous les dix-huit mois environ, dans une ville différente, en s'appuyant sur des partenaires tels que les unités mixtes de recherche, leurs tutelles, les écoles doctorales, les agences de l'eau ou des collectivités locales. Aux sessions de présentation des doctorants s'ajoutent des plénières de chercheurs confirmés ou d'experts non académiques, des visites de terrain ou des activités culturelles (musées, théâtre, contes, expositions photos...) centrées sur l'eau.

Ces journées sont devenues un événement incontournable pour la communauté française des sciences sociales de l'eau, et en particulier pour les doctorants qui, selon les verbatims récoltés grâce à un questionnaire de retours d'expérience, y trouvent un cadre « d'une grande qualité », « riche scientifiquement et humainement », « bienveillant », « stimulant », « rafraîchissant », et une « opportunité précieuse » de faire avancer leurs travaux « dans un parcours de thèse parfois un peu solitaire ».

Pour résumer, un docteur ayant participé à trois éditions témoigne ainsi de son expérience :

« Les DSSE permettent d'ouvrir les portes d'un réseau pluridisciplinaire dans un climat de confiance et de bienveillance. Au cours de ma thèse, c'est devenu un événement incontournable et cet événement me manquera ».

Panorama de la septième édition des Doctoriales

Ce numéro spécial met à l'honneur la septième édition des Doctoriales qui, pour son dixième anniversaire, s'est tenue à Bordeaux, sur le campus Montaigne-Montesquieu, du 4 au 6 décembre 2024.

Le pilotage en était assuré par une équipe pluridisciplinaire issue de quatre laboratoires bordelais : l'unité de recherche ETTIS-INRAE¹ et les unités mixtes de recherche PASSAGES², BSE³ et LAM⁴, avec le soutien de plusieurs partenaires : Agence de l'eau Adour-Garonne, INRAE – départements EcoSocio et AQUA, Université de Bordeaux – département Changes, Maison des Sciences de l'Homme de Bordeaux, UMR PASSAGES, UMR BSE, UMR LAM, École doctorale Montaigne Humanités, École doctorale Économie Entreprise Société. Cette diversité illustre la façon dont la thématique de « l'eau » irrigue l'écosystème de recherche bordelais.

Une centaine de personnes ont participé à cet événement, dont cinquante et un jeunes chercheurs et vingt-deux membres du comité scientifique. Les jeunes chercheurs sont venus de vingt-quatre villes françaises différentes, mais certaines thèses sont également inscrites aux États-Unis, en Italie, au Sénégal, au Burkina Faso et en Pologne. Sur un plan disciplinaire, vingt-huit thèses sont (co-)inscrites en géographie, dix en sociologie, cinq en anthropologie, quatre en économie, trois en aménagement et en histoire. De plus, une à deux thèses relèvent d'un double affichage en urbanisme, architecture ou science politique. De ce point de vue, la septième édition est marquée par l'essor de la sociologie et de l'anthropologie par rapport aux précédentes éditions.

Les références bibliographiques et les mots-clés sont toujours très variés, ce qui confirme la très grande diversité des objets étudiés, des problématiques abordées et des méthodes mobilisées. Les mots-clés (ou préfixes) qui reviennent le plus souvent sont, dans l'ordre décroissant : « gestion », « changement climatique », « socio- », « territoire », « urbain », « irrigation », « sécheresse », « agriculture », « politique », « ressource »... Le changement climatique, apparu progressivement au cours des différentes éditions, est désormais omniprésent dans les présentations, à tel point qu'il n'apparaît plus comme une session distincte, à l'instar des trois dernières éditions. L'émergence des travaux relevant de la notion de justice environnementale liée aux changements globaux a justifié l'organisation d'une session propre, une première. Plus précisément, les présentations de doctorants étaient regroupées en quatorze sessions : « Représentation et perception » ; « Eau agricole » ; « Justice/injustice environnementale » ; « Gestion publique ou décentralisée de l'assainissement et/ou de l'eau potable » ; « Risque inondation » ; « Accès à l'eau » ; « Dispositifs hydro-techniques » ; « Gestion de la pénurie » ; « Trajectoires des socio-hydrosystèmes » ; « Restauration des milieux aquatiques » ; « Gouvernance territoriale » ; « Qualité de l'eau et santé » ; « Information pour guider l'action publique » ; « Constructions localisées de l'action publique ».

Les savoirs d'action saisis par la jeune recherche en sciences sociales

Le présent recueil est issu de dix communications présentées aux Doctoriales 2024, que les auteurs et autrices ont transformées en articles et qui ont été soumis à l'évaluation par les pairs, lesquels, prolongeant l'esprit des Doctoriales, ont veillé à conserver une lecture constructive des travaux. S'il ne saurait revendiquer la représentativité des recherches présentées aux Doctoriales, cet échantillon n'en illustre pas moins la diversité : des objets (ressources, changement climatique, infrastructures, services, milieux), des problématiques (aménagement de l'espace, adaptation, inondation-sécheresse, gestion patrimoniale), des méthodes (entretiens, observations, archives, cartographie, relevés de terrain, statistiques...) et des disciplines (géographie-aménagement, sociologie, ethnologie, histoire). Ce faisant, ce numéro spécial met en lumière la place des « savoirs d'action » dans les enjeux liés à l'eau. Oscillant entre théorie et pratique, rigueur scientifique et pragmatisme opérationnel (Barbier, 2011), ce type de savoirs intervient pour informer l'action de façon circonscrite et la légitimer, ce qui pose toutefois la question de leurs processus de construction et de leurs effets de normalisation, de reproduction et d'(in)visibilisation (Barbier *et al.*, 2020 ; Blanc et Bresson, 2019).

Que les auteurs et autrices aient pour ambition de contribuer à l'action *via* des propositions et/ou des évaluations méthodologiques (Bakoko Djani ; Hilbert ; Mesnage *et al.*), qu'ils ou elles identifient des enseignements opérationnels issus de leurs analyses (Dell'Aquila ; Rabia et Germaine ; Rahimi) ou qu'ils ou elles étudient plus globalement la manière dont les acteurs se représentent, s'approprient et réagissent à un problème hydro-social et technique (Ait Sidi Hammou ; Dhaille ; Hervet ; Kowalski), tous éclairent des processus de production de connaissances et, plus largement, de savoirs mobilisés ou mobilisables pour se représenter et agir sur des problèmes socio-hydriques concrets.

Jean Justin Gadin Bakoko Djani montre ainsi l'importance des systèmes d'information géographique dans l'objectivation des conditions d'accessibilité sociale à l'approvisionnement en eau potable de la population d'Akanda, commune riveraine de Libreville (Gabon). Myriam Hilbert observe comment l'adoption d'une nouvelle doctrine de gestion dite « souple » du trait de côte, portée par le Conservatoire du littoral, est liée au mode de gouvernance des acteurs locaux et à la capacité de ces derniers à se positionner dans une perspective territoriale et socio-environnementale plus holistique. De manière assez analogue, Chloé Mesnage *et al.* mettent en évidence comment la question du risque d'exposition des exploitations agricoles aux aléas hydrogéologiques gagne à être appréhendée au travers d'une approche par la vulnérabilité systémique et l'interdisciplinarité pour accompagner les agriculteurs à s'adapter aux enjeux.

1. UR ETTIS : Environnement, territoires en transition, infrastructures, sociétés : <https://www.ettis.inrae.fr/>

2. UMR PASSAGES : <https://www.passages.cnrs.fr/>

3. UMR BSE : Bordeaux sciences économiques : <https://www.bse.u-bordeaux.fr/>

4. UMR LAM : Las Afrique dans le monde : <https://www.lesafriquesdanslemonde.fr/>

En s'intéressant au fonctionnement des services publics associatifs d'eau potable, Léna Dell'Aquila met pour sa part en lumière le rôle des proximités (géographique, sociale, environnementale) dans la capacité des acteurs à maintenir ces services alternatifs en activité. De leur côté, Aïda Rabia et Marie-Anne Germaine montrent qu'une approche par la connectivité hydrosociale permet de repenser l'aménagement des territoires en apportant une autre lecture des types de connexions (ou de la déconnexion) des habitants aux rivières. À partir d'une analyse des processus d'élaboration des plans d'aménagement de la ville de Kaboul (Afghanistan), Mirwais Rahimi explique comment la prise en compte des savoirs vernaculaires favoriserait une meilleure intégration des enjeux liés à l'eau dans la dynamique de modernisation urbaine.

En retracant la généalogie des pratiques de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable, Hafid Ait Sidi Hammou met en évidence la manière dont l'interprétation parfois contradictoire et l'usage des données contribuent, au cours du temps, à (re)cadrer le problème infrastructural au-delà de la question de son optimisation. À partir d'une enquête ethnographique menée en Colombie, Chloé Dhaille montre comment les pratiques de gestion de l'eau par une communauté paysanne s'ancrent dans un système de valeurs fondé sur l'expérience des risques et de l'injustice pour mettre au centre des préoccupations le souci de l'eau et la nécessité d'en prendre soin. Mathias Hervet observe pour sa part comment l'enjeu de sécurisation de l'alimentation en eau potable de la métropole de Montpellier est politiquement construit et requalifié au cours du temps pour assurer la croissance économique et démographique de la collectivité et affirmer son leadership territorial. Par un travail d'archives relatif à la sécheresse de 1893, Hélène Kowalski révèle enfin la manière dont les discours sur la pluviométrie sont situés aux plans historique, technique et socio-culturel et, par conséquent, conditionnent le type de mesures déployées pour y répondre et l'importance que ces épisodes jouent dans la mémoire collective à moyen et long terme.

Ce faisant, ce numéro spécial rappelle combien l'eau ne se limite pas à un objet physique aux caractéristiques innées — et encore moins certaines — dont disposeraient directement les populations pour développer leurs activités. Gérer l'eau, l'utiliser, interagir avec, réagir à son état (parfois de manque) est affaire d'activités sociales, cognitives, techniques et sensorielles qui permettent de qualifier l'objet et la situation, puis d'envisager une action. En cela, les savoirs, les représentations et les perceptions, ainsi que les intérêts et les valeurs, jouent un rôle crucial, en ce qu'ils servent de substrat sociocognitif à l'acquisition de connaissances, à l'élaboration de projets collectifs ou de société, à la mobilisation de moyens et au déploiement d'instruments de suivi, d'action et de gestion. Intituler ce recueil de textes « *De la construction des savoirs d'action* », c'est donc insister sur la dynamique et les mécanismes d'une fabrique de l'action informée et située aux plans politique, social, spatial, technique et temporel, qui n'est pas l'apanage d'une catégorie d'acteurs en particulier. Autrement dit, c'est reconnaître le contexte, les conditions et les processus de construction sociale de savoirs liés à l'eau, qu'ils soient savants, institutionnels ou ordinaires, à partir desquels les acteurs donnent du sens aux situations qu'ils vivent, aux pratiques qu'ils développent et aux stratégies qu'ils mettent en œuvre pour répondre à leurs besoins et à leurs conceptions du monde et des enjeux socio-hydriques. ■

RÉFÉRENCES

- Barbier, J. M. (2011). *Savoirs théoriques et savoirs d'action*. Presses universitaires de France.
<https://doi.org/10.3917/puf.barbi.2011.01>
- Barbier, R., Daniel, F. J., & Fernandez, S. (2020). Des études ont montré... Contribution à l'analyse cognitive des situations de gestion environnementale. Dans R. Barbier, F. J. Daniel, S. Fernandez, N. Raulet-Croset, M. Leroy, & L. Guérin-Schneider (dir.), *L'environnement en mal de gestion : Les apports d'une perspective situationnelle* (pp. 263-27). Presses universitaires du Septentrion. <https://doi.org/10.4000/books.septentrion.103062>
- Blanc, M., & Bresson, M. (2019). Savoirs savants, savoirs d'action et politiques publiques. *SociologieS*.
<https://doi.org/10.4000/sociologies.11537>